

Manifestation du 13 novembre à Paris

Ce fut sans conteste, un véritable succès, puisque 2000 Collègues se sont déplacés dans la capitale pour s'opposer au plan de restructuration du Directeur Général de l'ONF, auxquels il faut adjoindre les nombreux grévistes de Métropole, de la Corse et des DOM.

Cette manifestation n'est pas un aboutissement, mais un élément dans le parcours de notre opposition au démantèlement de l'ONF et à la poursuite des suppressions de postes.

Rencontre avec Claude VIAUD Conseiller social auprès du Ministre de l'Agriculture.

La Secrétaire Générale DRH était présente à cette audience, ce qui prouve bien l'inquiétude de notre direction vis-à-vis des messages que l'on peut faire passer auprès de nos tutelles.

Les membres de la délégation ont mis en exergue :

- L'impossibilité de dialogue avec la Direction, et fait ressortir l'attitude bloquante du DG qui finit par agacer ses interlocuteurs y compris le Ministre du Budget
- L'opposition des personnels au projet de réorganisation des territoires qui prévoit la suppression d'une DT et de 11 Agences
- L'opposition des personnels au projet de délocalisation du Siège, projet coûteux générant des dysfonctionnements profonds et la mascarade des documents fournis au CA sur ce point qui revient à demander un chèque en blanc aux administrateurs, car aucun coût ne figure dans le dossier alors que l'on sait qu'il sera de 40 à 50 M€ .
- La diminution constante des effectifs, rappelant que le contrat de plan n'est pas respecté, dès lors que l'ONF a dégagé de la valeur ajoutée au-delà de ses obligations qui devaient lui assurer le maintien des effectifs au niveau de 2006.
- L'attachement à la structure territoriale de terrain qu'est le triage,
- L'orientation vers une privatisation à terme de l'Etablissement

L'intersyndicale a demandé que le Conseil d'administration du 17 novembre soit repoussé pour qu'un débat puisse avoir lieu en amont et notamment après la rencontre avec le Directeur de Cabinet du Ministre de l'Agriculture qui est fixée au 18 Novembre.

A tout le moins la délégation a demandé que les points du CA concernant la restructuration et la délocalisation du Siège ne soient pas traités le 17 novembre.

En résumé la Conseillère du Ministre nous a écouté poliment, dit qu'elle découvrait le dossier de l'ONF et qu'en tant que fonctionnaire elle est attachée à un vrai service public. Elle dit aussi que l'ONF est un outil important dans la mise en œuvre de la politique de l'Etat et que le Ministre y est attaché.

Pour les habitués de ce type de rencontre, c'est le blabla habituel.

En attendant nous devons prévoir la poursuite des actions.

INTERSYNDICALE NATIONALE DE L'ONF

CGT-FORET

SNAF-UNSA-FORETS

SNPA-FO

SNTF

SNUPFEN-SOLIDAIRES

Réunion intersyndicale du 14 novembre 2008 : **relevé de conclusions**

Suite à la manifestation nationale du 13 novembre, il s'agissait, pour l'intersyndicale nationale, d'envisager la suite, au moins d'ici Noël prochain.

Les décisions suivantes ont été actées :

1°) Relancer les groupes parlementaires de l'Assemblée Nationale et du Sénat, afin qu'ils reçoivent une délégation intersyndicale, ce qui n'a pas été possible le 14 novembre. A noter que nous serons reçus mardi 18 novembre à 15 heures par le Directeur de Cabinet du ministre de l'Agriculture.

2°) Conseil d'Administration du 17 novembre : les militants du Siège et d'Ile de France de chaque organisation syndicale s'efforceront de perturber autant que faire se peut le déroulement de la séance (l'idéal étant de l'empêcher).

3°) Conduite à tenir par rapport aux instances consultatives : on attend le vote du CA, sachant qu'une démission des représentants ne sera ensuite peut-être pas à exclure. En attendant, on continue comme précédemment, soit le boycott systématique (sauf toutefois des CHS), y compris du comité FOP national qui doit se réunir la semaine prochaine. Par contre, et au moins d'ici Noël, les CAP se dérouleront normalement en présence des élus du personnel (il s'agit en effet de ne pas retarder ou empêcher la publication des tableaux d'avancement).

4°) Le préavis national actuel de grève, qui expirera le 20 novembre prochain, ne sera pas reconduit. Ceci pour rendre de nouveau possible l'utilisation des droits syndicaux.

5°) Organiser partout des assemblées générales de personnels le 27 novembre prochain. L'initiative de cette action est laissée aux intersyndicales régionales.

6°) Actions autour des martelages et des programmes de travaux : appel est lancé pour que dans chaque région, et selon des modalités que chacune (à travers son intersyndicale ou d'une AG de personnels) décidera en fonction de son contexte particulier, la campagne actuelle de martelage soit perturbée au maximum (l'idéal étant qu'il y en ait le moins possible, à défaut de pas du tout). Quant aux programmes de travaux, il s'agit de tenir compte du fait que ça peut avoir une influence sur l'attitude des ouvriers forestiers à notre égard : là aussi, il revient à chaque région de définir ce qui lui convient le mieux (on peut, par exemple, retarder l'envoi des programmes au moins jusqu'au début de l'an prochain).

7°) Boycott de la comptabilité analytique : toutes les organisations syndicales sont d'accord pour reprendre et amplifier le mot d'ordre actuel co-signé par les seuls Cgt-Forêt et SNUPFEN. Cette action implique tout le monde et constitue entre autres choses un excellent indicateur trimestriel de l'état de la mobilisation.

8°) Action autour du temps de travail : appel est lancé pour que chacune et chacun applique « à la lettre » les textes actuels, donc refuse de travailler plus de 39 heures par semaine.

Ce plan d'actions a l'avantage de maintenir la mobilisation sans épuiser les personnels avec de multiples journées de grève. Il permet également de viser certains points sensibles, comme par exemple le côté financier en perturbant la campagne de martelage.

Juste après les congés de Noël, il conviendra que l'intersyndicale se réunisse à nouveau afin d'élaborer un autre plan de lutte.

L'Intersyndicale nationale de l'ONF